

Pôle Investissement
Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical

Pouvoir adjudicateur :
C.H.U. de BREST
2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

APPEL D'OFFRES OUVERT

Fourniture de Dispositifs médicaux non stériles pour le GHT de Bretagne Occidentale

Offres dématérialisées à déposer sur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application de l'article R2124-2 et de la sous-section 1 « Appel d'offres
Ouvert » de la section du Chapitre 1er du Titre VI du Code de la Commande Publique

Date et heure limites de réception des plis :

17/04/2025 à 16h00

Rédacteur : A. PESSIN
Date : 05/02/2025



Sommaire

PREAMBULE SUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE - GHT.....	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
1.1 Objet	4
1.2 Forme du marché	4
1.3 Classification C.P.V.....	4
1.4 Allotissement.....	5
1.5 Variantes.....	5
1.6 Prestation supplémentaire éventuelle	5
1.7 Durée du marché - Délai d'exécution.....	5
ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION	6
2.1 Procédure de passation	6
2.2 Modalités de financement	6
2.3 Liste des documents constituant le dossier de consultation	6
ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1 Conditions de participations des candidats.....	7
4.2 Echanges dématérialisés	7
4.2.1 Candidature dématérialisée	7
4.2.2 Offre dématérialisée.....	8
4.3 Délai de validité des offres	9
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS ELECTRONIQUES.....	9
ARTICLE 6 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9
ARTICLE 7 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	10
7.1 Sélection des candidatures.....	10
7.2 Examen de l'offre.....	10
7.3 Fourniture d'échantillons et essais.....	11
7.4 Attribution et Notification des candidats retenus.....	11
7.5 Notification des candidats rejetés.....	12
ARTICLE 8 - LITIGES, RECOURS & INFORMATIONS DIVERSES.....	12

Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire - GHT

En application :

de la Loi N° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
du Décret N° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
du Décret N° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des GHT,
de la convention constitutive du GHT
Le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1er juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest

2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

Le Centre Hospitalier de Crozon

Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON

Le Centre Hospitalier de Landerneau

1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex

Le Centre Hospitalier de Lanmeur

9 rue Traon Bezedon – 29620 LANMEUR

Le Centre Hospitalier de Lesneven

Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN

Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix

15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex

Le Centre Hospitalier de Saint Renan

17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

A ce titre, le pouvoir adjudicateur est l'établissement support du GHT, soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest

2 avenue Foch

29609 BREST cedex

Il assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation du marché et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer le marché, les avenants et de les notifier.

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande publique, version consolidée au 1er avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

Article 1 - Objet de la consultation

1.1 Objet

La présente consultation a pour objet la : **Fourniture de Dispositifs médicaux non stériles pour le GHT de Bretagne Occidentale**

Lieu d'exécution :

Les livraisons des fournitures, objet du marché, auront lieu sur le site de l'établissement indiqué sur les bons de commande de chaque établissement membre du Groupement Hospitalier de Bretagne occidentale.

1.2 Forme du marché

A l'issue de la dite consultation, les marchés conclus seront des **accords-cadres à bon de commande** selon les dispositions de l'article L.2125-1 du code de la commande publique. Ceux-ci s'entendent mono attributaire par lot et sans minimum mais avec un maximum indiqué au paragraphe 1.4 Allotissement.

1.3 Classification C.P.V.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale :

33100000-1 : Équipements médicaux

Classification secondaire :

33140000-3 : Consommables médicaux

1.4 Allotissement

Lot	Nom du lot	Nombre de sous-lot	Montant global estimatif annuel en € HT	Montant global maximum sur 4 ans en € HT
1	Petit accessoire d'hospitalisation	2	18 000 €	144 000 €
2	Matériel de positionnement	19	15 500 €	124 000 €
3	Accessoires pour table d'opération	19	6 000 €	48 000 €
4	Consommables et accessoires dentaires	21	33 000 €	264 000 €
5	Matériel de protection douche	6	18 000 €	144 000 €
6	Brosse chirurgicale U.U. sèche stérile	1	11 000 €	88 000 €
7	Sachets doubles stériles de protection	2	24 000 €	192 000 €
8	Blisters et étiquettes	8	11 000 €	88 000 €
9	Tubulure d'aspiration	5	21 000 €	168 000 €

Ces montants s'entendent sur la durée totale du marché reconduction comprise. Les montants estimatifs ont une valeur purement indicative et permet au candidat d'apprécier le volume d'achat théorique de la consultation pour la durée du marché.

Chaque lot est attribué séparément. Un opérateur économique peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.
Les candidats doivent obligatoirement répondre à l'ensemble des sous lots quand ils répondent à un lot.

1.5 Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme à la solution de base, telle que définie au CCTP, et la chiffrer.

Ils peuvent également présenter, une offre comportant 1 variante qui ne doit toutefois pas déroger aux dispositions techniques minimales du CCTP.

1.6 Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est autorisée.

1.7 Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché prendra effet le 26/05/2025 ou à la date de notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 3 ans. Cette durée est renouvelable de manière tacite 1 fois pour une durée de 1 an.

La reconduction est considérée comme tacite. Le silence gardé par l'adhérent reconduit automatiquement le marché. Dans ce cadre, le titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique.

L'Etablissement se réserve la faculté de résilier le marché à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution.

A défaut d'accord, le marché sera résilié en totalité par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée dans ce même délai. La résiliation prendra effet à l'issue de la période annuelle considérée

Article 2 - Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La consultation est organisée dans le cadre d'une procédure formalisée conformément aux dispositions de l'article R.2124-1 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un **appel d'offres ouvert**, articles R2124-2 et articles R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.2 Modalités de financement

Les prestations, objet du présent marché, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes : financement sur le budget propre de l'établissement membres du Groupement Hospitalier de Bretagne Occidentale.

Le paiement sera effectué dans le délai maximum de cinquante jours par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique et aux dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Aucun cautionnement ni garanties ne sont exigés.

2.3 Liste des documents constituant le dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises du présent marché est composé des documents suivants:

- **Le règlement de la consultation (R.C.) et ses annexes :**
 - *Le formulaire DC1 « Lettre de candidature »,*
 - *Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »*
- **Le formulaire ATTRI1 « Acte d'engagement » (A.E.)**
- **Les Bordeaux de prix unitaire (BPU) pour les 9 lots**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :**
 - *Fiche de renseignement fournisseurs*
- **Le cahier des Clauses techniques particulières (C.C.T.P)**
- **Conditions relatives à la dématérialisation de la procédure**

Article 3 - Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

Les candidats ont la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier et autres renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel d'offre le cas échéant via la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas de difficulté vous avez la possibilité de contacter le service support :

- par téléphone 01 76 64 74 07 entre 9h00 et 19h00 les jours ouvrés
- par courriel à l'adresse place.support@atexo.com

Une note « conditions relatives à la dématérialisation de la procédure » est jointe au présent règlement de consultation.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres

4.1 Conditions de participations des candidats

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Le code de la commande publique en son article R 2142-20 définit les Groupements d'opérateurs économiques (forme du groupement) comme suit :

1°) Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribués dans le marché.

2°) Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Aucune forme de groupement n'est imposée aux soumissionnaires pour le dépôt des candidatures et des offres.

Toutefois, pour garantir la bonne exécution de l'accord cadre, lorsque le soumissionnaire se présente sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, ce dernier devra revêtir la forme d'un groupement solidaire après l'attribution de l'accord cadre.

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs fournisseurs, le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement. De plus, l'ensemble des co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à l'article 4.3 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

4.2 Echanges dématérialisés

Les échanges et notifications étant dématérialisés par le biais du profil acheteur du C.H.U. de Brest sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat devra impérativement fournir au CHU de Brest une adresse électronique valide pour tout échange relatif à la procédure.

4.2.1 Candidature dématérialisée

La candidature dématérialisée sera constituée des pièces suivantes :

- Les formulaires « DC1 » et « DC2 » complétés et signés

- La fiche de renseignements fournisseurs dûment renseignée
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) signés
- Un extrait de Kbis
- Délégations de pouvoirs depuis le nom du dirigeant sur l'extrait de Kbis jusqu'au nom de la personne signataire
- Les attestations de régularité fiscale et sociale
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Si l'entreprise est en redressement judiciaire : la copie du ou des jugements prononcés à cet effet

Conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique, les candidats devront produire à l'appui de leur candidature les documents suivants (qu'il se présente seul ou pour chaque membre d'un groupement d'opérateurs économiques)

Chaque candidat ou membre du groupement aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces visées aux articles 4.2, dûment datées et signées.

Les formulaires DC1 et DC2 mis à disposition par le CHU dans le DCE doivent être utilisés par les candidats.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés, il pourra prouver sa capacité par tout autre document permettant d'en attester de manière équivalente.

4.2.2 Offre dématérialisée

L'offre dématérialisée sera constituée des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) dûment complétés, datés et signés, à compléter par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate au marché
- Le(s) BPU complété(s) avec les lots auxquels le fournisseur souhaite répondre. Ce BPU doit impérativement rester sous format Excel.
- Les fiches techniques détaillées de tous les sous lots auxquels le fournisseur répond.
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) en cours de validité au moment du dépôt de l'offre. Il conviendra au candidat de préciser, dans les meilleurs délais, tout changement de domiciliation bancaire intervenant au cours de l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi n° 94/665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, les candidats sont invités à rédiger leurs offres entièrement en langue française.

Ces dispositions valent notamment pour les documents commerciaux et techniques destinés à l'information du Centre Hospitalier de Brest.

Une traduction en français des documents joints à la candidature et à l'offre, s'ils sont rédigés dans une autre langue que française, sera fournie, conformément aux dispositions de l'article R2143-16 du code de la commande publique.

NOTA :

- L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 3.5 du cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

- En cas de discordance constatée dans une offre, les prix nets unitaires HT portés en chiffres prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs manifestes de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées, seront rectifiées, après accord écrit du candidat.

4.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres indiquée en page de garde.

Article 5 - Conditions d'envoi des plis électroniques

Comme le prévoit le code de la commande publique à l'article L 2132-2, les communications et les échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation d'un marché sont réalisés par voie électronique, selon des modalités et sous réserve des exceptions prévues par voie réglementaire.

La transmission par voie électronique devra s'effectuer à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des offres (cf. page 1 du présent règlement).

Heure : Fuseau horaire de référence GMT/UTC +1

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission par voie électronique des plis, le candidat devra se conformer aux dispositions de la note de procédure figurant en annexe 1 du règlement de consultation.

<u>Date et heure limite de remise des candidatures et des offres :</u>

Jeudi 17 avril 2025 à 16h00

Article 6 - Demande de renseignements complémentaires

Date limite d'envoi des modifications du DCE par le C.H.U. de Brest	7 jours ^(*)	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des questions / demande de renseignements complémentaires par les candidats au C.H.U. de Brest	8 jours ^(*)	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des réponses aux questions des candidats par le C.H.U. de Brest	7 Jours ^(*)	Avant la date limite de remise des offres

(*) Jours calendaires

Les demandes de renseignements et questions sont à formuler via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les modifications et les réponses aux questions seront transmises via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> : il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site.

Article 7 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Seuls peuvent être ouverts les plis électroniques qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Le Responsable des Marchés de l'établissement enregistre les documents relatifs à la candidature. Conformément à l'article R 2144-1 du CCP, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles R 2144-1 à R 2144-7 et R 2152-1 à R 2152-5 du code de la commande publique. Toutefois, l'examen des candidatures et des offres se fera au cours d'une seule phase.

Conformément à l'article R.2152-6 du code de la commande publique, « les offres régulières, acceptables et appropriées » feront l'objet d'un classement.

7.1 Sélection des candidatures

La recevabilité des candidatures sera appréciée en fonction des critères définie à l'article 7 du présent règlement de consultation.

Le responsable des Marchés pourra en application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, en cas d'absence ou d'omission de certaines pièces, demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Conformément à l'article R 2144-7 du code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

7.2 Examen de l'offre

En application de l'article R 2152-1, l'acheteur élimine les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables. Cependant, conformément à l'article R 2152-2, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

L'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit :

Critère n°1	Cout global	45 %
Critère n°2	Valeur technique du produit	45 %
Critère n°3	Délai de livraison	10 %

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, irrégulière, inacceptable, inappropriée ou anormalement basse sera rejetée.

7.3 Fourniture d'échantillons et essais

Le C.H.R.U. de Brest ainsi que les membres du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale pourront être amenés à demander des échantillons et à réaliser des essais.

La remise d'échantillons se fera à la demande du CHU de Brest à la charge complète du candidat.

Le candidat devra fournir des échantillons conformes et en nombre suffisant pour l'ensemble des lots sollicités.

Conformément aux conditions de livraison, les échantillons devront être livrés dans un délai de 15 jours à compter de cette demande.

L'absence de remise d'échantillons constitue un motif de rejet de la proposition du candidat.

Les échantillons devront être envoyés aux adresses indiquées dans le courrier de demande d'échantillons.

La mention : "ECHANTILLONS – AO Fourniture de dispositifs médicaux non stériles" devra être lisiblement indiquée sur les différents colis.

Les colis porteront impérativement une étiquette mentionnant le nom du candidat et les numéros des lots et sous-lots correspondants de la consultation. En l'absence de ces indications, les échantillons ne seront pas testés et la proposition sera déclarée non-conforme.

Un bordereau à l'en-tête du candidat reprenant les numéros des lots et sous-lots, les références et la désignation des articles sera joint dans le colis, permettant l'identification des échantillons.

Tout au long du marché, le titulaire du marché devra livrer un produit conforme à l'échantillon, qui pourra être conservé par la personne publique aux fins de contrôle de conformité.

Les articles fournis comme échantillons ne sont ni repris ni facturés par le candidat.

Le CHU de Brest ainsi que les membres du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale pourront être amenés à réaliser des essais.

7.4 Attribution et Notification des candidats retenus

Le Responsable des Marchés choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution.

En application de l'article R 2182-4 du code de la commande publique, le marché public est notifié au(x) candidat(s) - dans le respect du délai réglementaire de **11 jours** de notification des rejets aux candidats éliminés - par le biais d'une notification reçue de la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ou à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception - et prend effet à la date de réception de la notification.

Le(s) candidat(s) retenu(s) à titre provisoire fourniront obligatoirement les documents suivants :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales : liasse 3666 et attestation de l'URSSAF ou l'état annuel (NOTI 2) délivré contre dépôt des originaux des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté
- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail :
 - ✓ si le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 1221-12, L 1221-11, R 1221-13; L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4 et R 3243-1, R 3243-2, R 3243-3, R 3243-4, R 3243-5 . Cette attestation doit être datée d'un jour qui se situe obligatoirement entre la date de l'information de l'attribution du marché et la date de la signature du marché par l'acheteur.
 - ✓ un extrait de l'inscription au registre du commerce ou des sociétés (K ou K Bis) ou document officiel portant le n° d'immatriculation.

Ces pièces doivent être fournies à l'acheteur tous les six mois durant l'exécution de ce marché.

7.5 Notification des candidats rejetés

En application de l'article L2181-1 du code de la commande publique, les candidats dont l'offre n'aura pas été retenue en seront informés à l'issue de la procédure de passation. Cette information se fera par le biais d'une notification reçue de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 8 - Litiges, recours & informations diverses

L'organisme chargé des recours est le suivant :

<p>Tribunal Administratif de Rennes Hôtel de Bizien Contour de la Motte – CS 44416 35044 RENNES CEDEX Tél : 02.23.21.28.28</p>
